



Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale

Distr. générale
23 septembre 2013
Français
Original: anglais

Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

Observations finales concernant les dix-huitième et dix-neuvième rapports périodiques du Bélarus, adoptées par le Comité à sa quatre-vingt-troisième session (12-30 août 2013)

1. Le Comité a examiné les dix-huitième et dix-neuvième rapports périodiques du Bélarus (CERD/C/BLR/18-19), soumis en un seul document, à ses 2247^e et 2248^e séances (CERD/C/SR.2247 et 2248), les 20 et 21 août 2013. À ses 2260^e et 2261^e séances (CERD/C/SR.2260 et 2261), le 29 août 2013, il a adopté les observations finales ci-après.

A. Introduction

2. Le Comité accueille avec satisfaction la soumission par l'État partie de ses dix-huitième et dix-neuvième rapports périodiques (attendus en 2008), qui suivent les directives du Comité relatives à l'établissement des rapports (CERD/C/2007/1), et du document de base commun (HRI/CORE/BLR/2011).

3. Le Comité félicite l'État partie pour son exposé oral et pour le dialogue ouvert, constructif et ciblé qu'il a eu avec sa délégation multisectorielle de haut niveau.

B. Aspects positifs

4. Le Comité prend note des efforts constants de l'État partie pour réviser sa législation dans les domaines relevant de la Convention, notamment:

- a) L'entrée en vigueur, le 4 janvier 2007, de la loi sur la lutte contre l'extrémisme;
- b) L'entrée en vigueur, le 3 juillet 2009, de la loi relative à l'octroi aux ressortissants étrangers et aux personnes apatrides du statut de réfugié et d'une protection supplémentaire et temporaire au Bélarus;
- c) L'adoption, le 4 janvier 2010, de la loi sur le statut juridique des étrangers et des apatrides;
- d) L'adoption, en 2010, de la loi sur les migrations de main-d'œuvre étrangère;
- e) La modification, le 4 janvier 2010, de la loi sur la liberté de conscience et les organisations religieuses;

f) L'entrée en vigueur, le 12 juillet 2011, de la loi sur la migration de main-d'œuvre internationale;

g) L'adoption, en janvier 2012, de la loi sur la lutte contre la traite.

5. Le Comité accueille avec satisfaction, depuis l'examen des quinzième à dix-septième rapports périodiques de l'État partie, les faits nouveaux ci-après:

a) L'adhésion de l'État partie, le 25 janvier 2006, au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés;

b) La décision de l'État partie de retirer sa déclaration concernant le paragraphe 1 de l'article 17 de la Convention.

6. Le Comité note en outre avec satisfaction les faits nouveaux encourageants intervenus dans l'État partie, ainsi que les activités et les mesures administratives qu'il a adoptées pour lutter contre la discrimination raciale et promouvoir la diversité, notamment:

a) L'adoption de la politique nationale et du plan national d'action relatif à la traite et aux migrations illégales pour la période 2011-2013;

b) L'institution d'un rapporteur national sur la traite sous la tutelle du Ministère de l'intérieur;

c) La mise en œuvre, par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), d'un projet d'assistance technique internationale visant à lutter contre la traite au Bélarus;

d) L'adoption du programme pour le renforcement des relations ethniques pour la période 2011-2015;

e) L'adoption du plan de vulgarisation des connaissances juridiques pour la période 2001-2015.

7. Le Comité prend note avec satisfaction des informations émanant du Gouvernement et d'autres sources concernant l'adoption de mesures tendant à garantir l'usage, l'acceptation et l'enseignement des langues minoritaires, ainsi que d'autres initiatives visant à préserver le caractère fondamentalement tolérant de la société bélarussienne.

C. Préoccupations et recommandations

Définition de la discrimination raciale dans la législation nationale

8. Le Comité est préoccupé par l'absence de définition de la discrimination raciale dans la législation nationale qui soit conforme à l'article premier de la Convention (art. 1^{er}).

Rappelant sa Recommandation générale n° 14 (1993) concernant le paragraphe 1 de l'article premier de la Convention, le Comité recommande à l'État partie d'envisager d'adopter une loi spécifique définissant la discrimination raciale conformément à la Convention.

Législation d'ensemble sur la discrimination raciale

9. Le Comité est préoccupé par l'absence de législation d'ensemble interdisant expressément l'incitation à la discrimination raciale, comme prescrit à l'article 4 de la Convention, et qui incrimine notamment les organisations racistes. Il est en outre préoccupé par l'absence de législation réprimant le discours de haine et faisant de la motivation raciale d'un acte de violence une circonstance aggravante dans la détermination des sanctions à appliquer (art. 1^{er} et 4).

Le Comité rappelle sa Recommandation générale n° 15 (1993) concernant l'article 4 de la Convention et recommande à l'État partie d'adopter une législation d'ensemble qui interdise expressément la discrimination raciale sous ses formes directes et indirectes et incrimine les organisations racistes, le discours de haine raciale et l'incitation à la violence raciale, de façon à couvrir l'intégralité du champ d'application de l'article 4 de la Convention, et qui prévoient, dans la détermination des sanctions à appliquer en cas d'actes de violence, que le discours de haine raciale constitue une circonstance aggravante.

Application de la loi sur la lutte contre l'extrémisme

10. Le Comité note avec préoccupation que la loi sur la lutte contre l'extrémisme peut être interprétée et appliquée dans un sens très large (art. 4).

Le Comité recommande à l'État partie de se conformer strictement aux principes et dispositions de la Convention dans l'interprétation et l'application de la loi sur la lutte contre l'extrémisme, et dans sa mise en œuvre, de façon qu'elle ne vise ni ne défavorise les défenseurs des droits de l'homme qui œuvrent à l'élimination de la discrimination raciale. Il aimerait également que l'État partie lui fournisse des informations sur des exemples précis de l'application de la loi et de la manière dont elle est utilisée pour protéger les droits de l'homme au regard de la Convention.

Discrimination indirecte dans le Code du travail

11. Le Comité note l'absence d'informations concernant une modification de l'article 14 du Code du travail aux fins d'interdire plus explicitement la discrimination indirecte. Il relève en outre l'absence d'informations sur des cas litigieux de discrimination directe ou indirecte à l'égard de membres de minorités ethniques et religieuses et d'étrangers dans le cadre de l'application du Code du travail (art. 2, 4 et 6).

Le Comité demande à l'État partie de lui fournir des informations détaillées sur des affaires de discrimination directe ou indirecte liées à l'application du Code du travail et recommande de modifier l'article 14 dudit code afin d'y interdire plus explicitement la discrimination indirecte.

Affaires de discrimination raciale portées devant les tribunaux

12. Le Comité prend note des informations fournies par l'État partie concernant le nombre de condamnations prononcées en application du Code pénal pour des infractions à motivation raciale, mais constate l'absence d'informations quant à la nature des affaires se rapportant à l'application des droits consacrés par la Convention. Il constate en outre avec préoccupation que la discrimination ne peut être invoquée comme motif pour engager une procédure judiciaire. Le Comité regrette l'absence d'informations sur des cas précis qui illustreraient l'application directe de la Convention par des organes judiciaires et administratifs, compte tenu du fait que les instruments et accords internationaux auxquels le Bélarus est partie peuvent être directement invoqués devant les tribunaux (art. 2, 5 et 6).

Rappelant sa Recommandation générale n° 31 (2005) concernant la discrimination raciale dans l'administration et le fonctionnement du système de justice pénale, le Comité demande à l'État partie:

a) De fournir des informations complètes sur le nombre et le type d'infractions à motivation raciale ayant fait l'objet de poursuites, ainsi que sur les condamnations et les peines prononcées, et les réparations offertes aux victimes;

b) De fournir des informations sur la mise en œuvre des droits consacrés par la Convention, notamment sur toute affaire dans laquelle la discrimination a été le fondement des poursuites judiciaires;

c) De fournir des informations sur le nombre et le type d'affaires dans lesquelles les juges ont directement invoqué la Convention;

d) De fournir des informations sur les mécanismes de plainte à disposition des victimes de discrimination raciale, le nombre de plaintes déposées et l'accès à une aide juridictionnelle pour les victimes.

Indemnisation pour des actes de discrimination raciale

13. Le Comité note que la Constitution prévoit des réparations en cas de dommages causés à des biens et une indemnisation financière en cas de préjudice moral, mais il est préoccupé par l'absence de dispositions spécifiques préconisant une indemnisation en cas de discrimination raciale. Il est en outre préoccupé par l'absence d'affaire ayant entraîné une demande de réparation pour préjudice matériel ou moral en lien avec des actes de discrimination.

Le Comité recommande à l'État partie d'inclure dans sa législation des dispositions prévoyant expressément la possibilité de recevoir des réparations en dédommagement d'actes de discrimination et de veiller à ce que les victimes de préjudices moraux et matériels résultant d'actes de discrimination raciale reçoivent une réparation juste et adéquate.

Indépendance des juges et des avocats

14. Compte tenu du fait que quiconque doit pouvoir jouir d'une protection et de voies de recours efficaces par l'intermédiaire des tribunaux nationaux compétents et autres organismes publics contre tout acte de discrimination raciale et que l'indépendance de l'appareil judiciaire et la possibilité pour les avocats de s'acquitter librement de leurs fonctions professionnelles sont essentielles, notamment dans les affaires de discrimination raciale, le Comité est préoccupé par les allégations selon lesquelles ces conditions ne sont pas toujours remplies dans l'État partie (art. 5 et 6).

Rappelant sa Recommandation générale n° 20 (1996) concernant l'article 5 de la Convention et sa Recommandation générale n° 31 (2005) sur la discrimination raciale dans l'administration et le fonctionnement du système de justice pénale, le Comité recommande à l'État partie d'envisager de prendre les mesures nécessaires pour garantir les pleines indépendance et impartialité de l'appareil judiciaire, dans le respect des Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature (adoptés par l'Assemblée générale dans ses résolutions 40/32 et 40/146) et de se donner les moyens de protéger les victimes de discrimination raciale. Il lui recommande également de veiller à ce que les avocats puissent exercer leurs fonctions efficacement.

Création d'une institution nationale des droits de l'homme

15. Le Comité note que l'État partie a accepté la recommandation d'établir une institution nationale des droits de l'homme dans le cadre de l'Examen périodique universel et que la création d'une telle institution est à l'examen, mais s'inquiète de l'absence de progrès à cet égard (art. 2).

À la lumière de sa Recommandation générale n° 17 (1993) concernant la création d'organismes nationaux pour faciliter l'application de la Convention, le Comité recommande à l'État partie d'accélérer la mise en place d'une institution des droits de l'homme unique, qui soit pleinement indépendante et dotée d'un vaste mandat

aux fins de la promotion et de la protection des droits de l'homme, lui permettant notamment de recevoir et traiter des plaintes émanant de particuliers, et soit conforme aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (adoptés par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/134 (annexe)).

Situation des Roms

16. Le Comité prend note des mesures prises par l'État partie pour améliorer la situation de la communauté rom, notamment dans le domaine de l'éducation, mais s'inquiète de l'insuffisance du niveau général d'instruction, en particulier dans le secondaire et dans l'enseignement supérieur, des membres de cette communauté et du fait qu'ils sont presque exclusivement employés dans le secteur privé. Il est également préoccupé par les stéréotypes négatifs, qui seraient relayés par les médias, à l'égard des membres de cette communauté et par les informations faisant état de violences policières sur des Roms parce qu'ils ne possèdent pas de documents d'identité (art. 2 et 5).

À la lumière de sa Recommandation générale n° 27 (2000) concernant la discrimination à l'égard des Roms, le Comité demande à l'État partie de fournir un complément d'information sur les mesures prises pour veiller à ce que les membres de la communauté rom ne soient pas victimes de discrimination, aient accès, sur un pied d'égalité, à tous les niveaux d'éducation, à l'emploi – y compris dans le secteur public –, au logement, à des documents d'identité, aux lieux publics, aux services sociaux et autres prestations, et ne fassent pas l'objet de stéréotypes négatifs dans les médias. Le Comité encourage l'État partie à poursuivre ses pratiques encourageantes consistant à collaborer avec les parents roms pour les encourager à envoyer leurs enfants à l'école dès l'âge de 6 ans. Il invite l'État partie à envisager de prendre des mesures spéciales pour améliorer la situation de la communauté rom, conformément au paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention.

Lutte contre la traite

17. Le Comité salue les efforts déployés par l'État partie pour lutter contre la traite, notamment par l'adoption d'une législation à cet effet, et les résultats notables obtenus à ce jour, mais craint que le Bélarus continue d'être un pays d'origine et de transit pour la traite des personnes, aussi bien aux fins d'exploitation sexuelle que de travail forcé (art. 5, 6 et 7).

Le Comité recommande à l'État partie:

- a) De poursuivre et renforcer ses efforts de lutte contre la traite et de prendre des mesures préventives pour lutter contre les causes profondes de ce phénomène, notamment s'agissant du lien avec la prostitution et l'exploitation sexuelle, dont sont victimes en particulier les femmes appartenant à des minorités ethniques;
- b) De fournir une assistance, une protection, des titres de séjour temporaires, une aide à la réadaptation et un logement, ainsi que des services médicaux, psychologiques et autres services et mesures d'accompagnement aux victimes de la traite, et veiller à ce qu'elles ne soient pas poursuivies en justice;
- c) D'ouvrir sans délai des enquêtes approfondies, de traduire en justice et de punir les trafiquants;
- d) D'envisager de conclure des accords bilatéraux avec d'autres pays en vue de renforcer la répression et la lutte contre la traite;

e) **De dispenser une formation aux agents de la force publique, notamment aux policiers, aux gardes frontière et aux fonctionnaires des services d'immigration, pour leur permettre d'identifier, d'aider et de protéger les victimes de la traite;**

f) **De mener des campagnes de sensibilisation au problème de la traite.**

Formation aux droits de l'homme

18. Le Comité note que des ateliers de formation et de perfectionnement consacrés aux droits de l'homme sont organisés à l'intention des membres de l'appareil judiciaire et des responsables de l'application des lois, notamment par le Centre international de formation sur les migrations et la traite, mais il constate qu'il n'existe pas de mécanismes permettant d'évaluer l'efficacité des formations, ni d'informations sur le nombre de personnes formées et leur niveau (art. 2, 4 et 7).

Rappelant sa Recommandation générale n° 13 (1993) concernant la formation des responsables de l'application des lois à la protection des droits de l'homme, le Comité recommande que, outre une formation aux droits de l'homme, les membres de l'appareil judiciaire et les responsables de l'application des lois reçoivent une formation spécifique aux dispositions de la Convention et que des mécanismes visant à évaluer l'efficacité de cette formation soient mis en place.

D. Autres recommandations

Ratification d'autres instruments

19. Compte tenu du caractère indivisible de tous les droits de l'homme, le Comité encourage l'État partie à envisager de ratifier les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il n'est pas encore partie, en particulier ceux dont les dispositions se rapportent directement à la discrimination raciale, tels que la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, la Convention relative aux droits des personnes handicapées et le Protocole facultatif s'y rapportant, la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

Suite donnée à la Déclaration et au Programme d'action de Durban

20. À la lumière de sa Recommandation générale n° 33 (2009) sur le suivi de la Conférence d'examen de Durban, le Comité recommande à l'État partie de donner effet à la Déclaration et au Programme d'action de Durban, adoptés en septembre 2001 par la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, en tenant compte du Document final de la Conférence d'examen de Durban, tenue à Genève en avril 2009, quand il applique la Convention. Il le prie de faire figurer dans son prochain rapport périodique des renseignements précis sur les plans d'action qu'il aura adoptés et les autres mesures qu'il aura prises pour mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Durban au niveau national.

Consultation avec les organisations de la société civile

21. Le Comité recommande à l'État partie de consulter et d'intensifier son dialogue avec les organisations de la société civile qui œuvrent dans le domaine de la protection des droits de l'homme, en particulier de la lutte contre la discrimination raciale, lors de la mise en œuvre des présentes observations finales et de l'élaboration du prochain rapport périodique.

Amendement à l'article 8 de la Convention

22. Le Comité recommande à l'État partie de ratifier les amendements au paragraphe 6 de l'article 8 de la Convention, adoptés le 15 janvier 1992 à la quatorzième Réunion des États parties à la Convention et approuvés par l'Assemblée générale dans sa résolution 47/111. À cet égard, le Comité se réfère aux résolutions 61/148, 63/243, 65/200 et 67/156, dans lesquelles l'Assemblée générale a demandé instamment aux États parties de hâter leur procédure interne de ratification de l'amendement à la Convention concernant le financement du Comité et d'informer par écrit le Secrétaire général, dans les meilleurs délais, de leur acceptation de cet amendement.

Déclaration prévue à l'article 14 de la Convention

23. Le Comité recommande à l'État partie d'envisager de faire la déclaration prévue à l'article 14 de la Convention, par laquelle les États reconnaissent la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications individuelles.

Diffusion

24. Le Comité recommande à l'État partie de faire en sorte que ses rapports périodiques soient rendus publics et soient accessibles au moment de leur soumission, et de diffuser de la même manière les observations finales du Comité qui s'y rapportent dans les langues officielles et les autres langues couramment utilisées, selon qu'il convient.

Suite donnée aux observations finales

25. Conformément au paragraphe 1 de l'article 9 de la Convention et à l'article 65 de son Règlement intérieur modifié, le Comité demande à l'État partie de fournir, dans un délai d'un an à compter de l'adoption des présentes observations finales, des renseignements sur la suite qu'il aura donnée aux recommandations figurant dans les paragraphes 10, 15 et 17.

Paragraphes d'importance particulière

26. Le Comité souhaite aussi appeler l'attention de l'État partie sur l'importance particulière des recommandations figurant dans les paragraphes 9, 11 et 16, et demande à l'État partie de faire figurer dans son prochain rapport périodique des renseignements détaillés sur les mesures concrètes qu'il aura prises pour appliquer ces recommandations.

Élaboration du prochain rapport

27. Le Comité recommande à l'État partie de soumettre ses vingtième à vingt-troisième rapports périodiques en un seul document, d'ici au 8 mai 2016, en tenant compte des directives pour l'établissement du document se rapportant spécifiquement à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale adoptées par le Comité à sa soixante et onzième session (CERD/C/2007/1) et en traitant de tous les points soulevés dans les présentes observations finales. Le Comité demande instamment à l'État partie de respecter la limite de 40 pages fixée pour les rapports propres au Comité, conformément aux directives harmonisées relatives à l'établissement des rapports (HRI/GEN.2/Rev.6, chap. I, par. 19).